

# La Suisse bon élève, mais...

Autor(en): **Renggli, Martin**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energie extra**

Band (Jahr): - **(1999)**

Heft 4

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-642963>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

POLITIQUE ENERGETIQUE INTERNATIONALE

## Conditions de la réussite: agir en fonction des besoins

Si l'on veut parvenir à faire bouger les choses sur le plan international dans le domaine du «rendement énergétique du bâtiment», on ne peut pas se contenter de transmettre son savoir. Il faut connaître précisément les conditions locales, pouvoir compter sur des gens qui agissent en fonction des besoins réels, fixer de concert des objectifs clairs – et enfin, bien souvent apprendre à penser tout différemment...

Dans les projets que nous soutenons à l'étranger, il existe un élément d'une importance primordiale: définir quels seront nos interlocuteurs. Car les acteurs potentiels sont nombreux à prendre contact avec nous dans l'espoir de venir en Suisse et de développer un projet commun. Dans des pays où le salaire horaire est souvent inférieur au prix d'un litre de lait, on a tendance à saisir n'importe quelle opportunité pour sortir de son contexte habituel. Alors, demanderez-vous, comment trouvons-nous les personnes réellement susceptibles d'être efficace à l'échelon local? Il nous faut souvent beaucoup de temps pour y arriver. En effet, pour bien connaître les conditions réelles et la mentalité de l'endroit, il nous faut mener des entretiens approfondis. Cela ne se déroule pas sous la forme d'une séance à laquelle participeraient les personnes pressenties: il faut tâter le ter-

rain, si possible avec l'aide d'un associé de confiance qui nous aide à nouer des contacts.

Vient ensuite le deuxième pas: la négociation du rôle de chacun. Car il ne faut pas négliger le fait que chaque partenaire doit remplir une fonction définie. En agissant ainsi, on augmente ses chances de voir le projet aboutir comme on le souhaite.

Etape suivante: ensemble, déterminer les besoins. Quand il s'agit de combler un énorme retard, c'est un processus difficile qui réclame une patience d'ange et beaucoup d'empathie de la part des participants helvétiques.

Une fois cette question réglée, on a enfin droit au dessert: fixer ensemble les objectifs. En termes concrets: qui fait quoi dans quel délai.

Voici trois cas dans lesquels les solutions adoptées étaient fort diverses.

### 1. Aide au développement de l'artisanat local

Des pays comme la Roumanie, la Bulgarie ou l'Ukraine connaissent un retard considérable dans le domaine des travaux d'entretien en tous genres. Pour chacun de ces pays, cela représente un investissement qui se chiffre en milliards dont l'essentiel doit provenir de l'économie locale. Il ne s'agit donc pas ici de mettre en œuvre des mesures d'assainissement thermique exemplaires, mais de commencer par former les artisans qui seront capables d'exécuter ces travaux.

### 2. Création d'une fabrique de fenêtres exploitant des machines usagées provenant de Suisse

Les fenêtres sont souvent dans un état déplorable mais leur remplacement est problématique: les produits indigènes s'avèrent généralement de piètre qualité tandis que les produits étrangers sont trop chers. On a donc créé en Bulgarie une fabrique de fenêtres équipée de machines provenant de Suisse – des

machines qui sont obsolètes pour nous mais qui fonctionnent encore parfaitement. Leurs anciens propriétaires les avaient remplacées par des parcs de machines à commande numérique.

### 3. Formation professionnelle en Suisse

En Bulgarie encore, on a créé des ateliers de réparation de matériel agricole. Le personnel a été formé en Suisse.

S'il est vrai que nous devons consentir beaucoup d'efforts pour parvenir à une bonne collaboration avec nos partenaires étrangers, c'est aussi un travail extrêmement gratifiant. Notamment, cela nous remet en question quant à nos activités quotidiennes dans notre propre pays! Car, confrontés à des lacunes flagrantes chez nos voisins, ce que nous possédons et qui nous semblait aller de soi, nous apparaît soudain sous un jour différent et nous apprenons à l'apprécier à sa juste valeur.

*Peter Burkhardt  
Chef de la section Utilisation rationnelle de l'énergie, OFEN*

AIE

## La Suisse bon élève, mais...

Comme tous les quatre ans, les experts de l'AIE ont étudié la politique énergétique de notre pays. Dans son rapport présenté à Berne le 28 juin 1999, l'AIE octroie de bonnes notes à la Suisse et à son programme Energie 2000. Les experts recommandent de renforcer l'information ainsi que les mesures volontaires efficaces et les prescriptions cantonales (constructions, décompte individuel des frais de chauffage). Même si l'intensité énergétique est déjà très basse en Suisse, les experts constatent que des progrès sont encore possibles.

L'AIE salue particulièrement le programme faisant suite à Energie 2000 (avec un bon rapport coût/bénéfice des mesures), l'ouverture du marché de l'électricité (en tenant compte des avantages des différentes formes de production et en prévoyant une société nationale pour la transmission de l'électricité, entre autres) et l'introduction de taxes énergétiques (permettant d'internaliser les coûts externes).

*Martin Renggli, Chef du Service Politique énergétique, OFEN*